

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20251209-DEC-DAEN1308 EN DATE DU 24 DEC. 2025  
PORTANT AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ MAXIMALE D'ACCUEIL DE DÉCHETS  
POUR L'ANNÉE 2025**

**DANS L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX  
EXPLOITÉE À CHATUZANGE-LE-GOUBET  
PAR LA SOCIÉTÉ ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses titres 1 et 4 du livre V, les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** l'article R 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 2760 et 3540 de cette nomenclature ;

**VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 portant autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à Chatuzange Le Goubet et exploitée par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier, son article 1.1.1 qui précise que la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes est autorisée à exploiter une extension du casier de stockage de déchets non dangereux désigné H, puis de nouveaux casiers de stockage de déchets non dangereux désignés I et J ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 modifiant la date de mise en exploitation de l'extension de l'ISDND susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2021 modifiant la capacité maximale annuelle, pour l'année 2021, de l'ISDND susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2022 portant sur l'exploitation, dans l'ISDND sus-visée, d'une unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane réinjecté dans le réseau de distribution de gaz naturel ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2023 portant cessation d'exploitation d'une tour aéroréfrigérante dans l'ISDND susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2025 portant augmentation à 140 000 tonnes/an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de la capacité maximale de stockage de déchets non dangereux non inertes dans l'ISDND susvisée ;

**VU** le dossier de demande présenté le 17 novembre 2025 par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes, portant sur une augmentation de 4 500 tonnes de la capacité maximale d'accueil de déchets pour

l'année 2025 dans l'ISDND qu'elle exploite 810 chemin des Taillandiers, Papelissier à CHATUZANGE-LE-GOUBET ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 09 décembre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 12 décembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 19 décembre 2025 concernant la quantité prévisionnelle de déchets supplémentaires réceptionnés en 2025 revue à la baisse ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'augmentation de la capacité maximale d'accueil de déchets pour l'année 2025 susvisée, dans la mesure où elle se limite à 3 000 tonnes, ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que cette augmentation n'est pas de nature à entraîner une évolution des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code sus-visé ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme,

### ARRÊTE

#### Article 1 : Mise à jour du tableau de classement

La ligne relative aux rubriques 2760-2 et 3540 de la nomenclature des installations classées, figurant dans le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé, modifiée en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 susvisé, est ainsi modifiée :

Intitulé des rubriques	Caractéristiques des installations	Rubriques	Classement
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée à la rubrique 2760.3	Quantité maximale de déchets entrants du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2021 : <u>182 000 tonnes/an (*)</u>  Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024 : <u>150 000 tonnes/an (*)</u>	2760-2	A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025 : <u>93 000 tonnes/an (*)</u>  Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026 : <u>137 000 tonnes/an (*)</u>  Quantité maximale de déchets entrants à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2043 : <u>140 000 tonnes/an (*)</u>  Quantité maximale journalière de déchets entrants : <u>1 500 tonnes/jour.</u>  Capacité de stockage complémentaire à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 : <u>2 940 000 m<sup>3</sup></u> , soit 2 940 000 tonnes pour une densité prise égale à 1	3540	A

(\*) Les déchets non dangereux utilisés comme matériaux de recouvrement au sens de l'article 33-II de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, ne sont pas

comptabilisés dans la capacité annuelle de stockage de l'installation dans la mesure où ils ne dépassent pas 10 % du tonnage annuel enfouis. Les quantités au-delà de ce seuil de 10 % seront quant à elles comptabilisées dans le tonnage annuel.

## **Article 2 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution**

### **2.1 Délais et Voies de Recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **2.2 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHATUZANGE-LE-GOUBET pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **2.3 Exécution - Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **24 DEC. 2025**  
La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Cyril MOREAU